

L'Association Nationale des Journalistes Sportifs de Centrafrique renforce son partenariat avec les fédérations sportives

Les 23 et 25 juin 2026, l'Association Nationale des Journalistes Sportifs de Centrafrique (ANJSCA) a initié une série de rencontres avec les dirigeants des fédérations centrafricaines de football (FCF) et de basketball (FCBB).

Ces échanges visent principalement à établir des relations plus étroites avec ces organismes sportifs pour mieux relayer leurs événements à travers différents médias. Grâce à ce dialogue, l'ANJSCA aspire à se positionner comme un allié stratégique des fédérations nationales, dans l'optique de valoriser leurs projets auprès du public.

Lors de ces deux séances, l'ANJSCA, représentée par son président Fridolin WAMBOBO, a évoqué plusieurs préoccupations, en particulier un déficit de communication avec le bureau de communication de la FCF, un obstacle qui a limité l'accès des journalistes à certaines activités essentielles, ainsi que la présence excessive de communicants lors des activités organisées par la FCF, souvent au détriment des journalistes.

Le président de la FCF, Célestin YANINDJI a remercié l'ANJSCA pour ces discussions, soulignant que la fédération est ouverte aux journalistes. « *Votre présence est indispensable* », a-t-il souligné.

Cependant, il a exprimé son mécontentement concernant certains médias qui, après avoir couvert les activités de la fédération, ne partagent pas les informations recueillies. Célestin YANINDJI a également souligné l'absence d'engagement des médias publics dans



la couverture des événements de la FCF. Il a encouragé ces médias à intégrer davantage d'espaces dédiés au sport dans leurs émissions et publications comme cela se fait dans d'autres pays.

Anicet MILABET GONEFE, le président de la FCBB, a salué cette démarche qu'il estime innovante. Il a souligné que c'est une première qu'un groupe de journalistes prenne une telle initiative pour discuter de collaborations avec la

fédération dont il a la responsabilité. Affirmant son soutien, il s'est engagé à faire de l'ANJSCA un partenaire clé en matière de communication.

Cependant, il a mis en avant les défis auxquels la FCBB est confrontée, notamment la nécessité d'établir un système de collecte de fonds pour soutenir ses projets. Le président de la FCBB a lancé un appel aux amateurs de basketball pour qu'ils soutiennent le développement de ce sport dans le pays, affirmant qu'une mobilisation collective et des sacrifices sont cruciaux pour avancer le basketball centrafricain.

« *Mon rêve est de mettre en place un mécanisme durable pour assurer des financements afin de développer notre basketball* », a-t-il déclaré.

Dans le cadre de ces échanges constructifs, Anicet MILABET GONEFE a évoqué plusieurs projets en cours, y compris un tournoi de basketball pour les jeunes filles prévu pour le 7 juillet 2026 à Béloko, ainsi que le démarrage d'un championnat féminin organisé par la ligue de Bangui à partir du 3 juillet. Ce championnat féminin a pour but de préparer les jeunes athlètes au prochain championnat d'Afrique U18.

Arsène Jonathan MOSSEAVO



LANOCA

LES AUTRES NOUVELLES DE CENTRAFRIQUE

N° RCCM: CA/BG/2021A605 Tel: (+236) 75030894/ 72550168 Mail: journalanoca@gmail.com
 Directeur de Publication: Arsène-Jonathan MOSSEAVO/ Compte bancaire: BPMC 37102775401-08
 Suivez LANOCA sur: <http://lanoca.over-blog.com>

L'Association Nationale des Journalistes Sportifs de Centrafrique renforce son partenariat avec les fédérations sportives



Valentine RUGWABIZA appelle à la consolidation des acquis de la paix et à l'extension de la MINUSCA en République Centrafricaine



Médecins Sans Frontières présente son bilan 2025 en République Centrafricaine



Lancement du réseau international des femmes médiatrices francophones : le soutien de la Suisse



Avis de recrutement : La Délégation de l'Union européenne envisage le recrutement d'Un (e) 01 Secrétaire

SOMMAIRE

1. PETIT-DÉJEUNER D'ACCUEIL ET SENSIBILISATION SUR LES ENJEUX DU RÉSEAU INTERNATIONAL DES MÉDIATRICES FRANCO-PHONES
2. Une Table ronde pour renforcer la liberté de la presse et le débat public en RCA
3. Médecins Sans Frontières présente son bilan 2025 en République centrafricaine
4. Validation du Plan National de Préparation et de Riposte contre le Virus Ebola en République Centrafricaine
5. Lancement du réseau international des femmes médiatrices francophones : le soutien de Suisse
6. 104 combattants du MPC désarmés à Kouki
7. Valentine RUGWABIZA appelle à la consolidation des acquis de la paix et à l'extension de la MINUSCA en République Centrafricaine
8. Avis de recrutement : La Délégation de l'Union européenne envisage le recrutement d'Un (e) 01 Secrétaire
9. L'Association Nationale des Journalistes Sportifs de Centrafrique renforce son partenariat avec les fédérations sportives



LANOCA

Directeur de Publication et de rédaction Arsène- Jonathan MOSSEAVO	Hénoch Hector DOTIGUI
Secrétaire de rédaction Steven LANZARAS	Point de Vente Kiosque GEPPIC/ Centre-ville
Rédacteur Diane Marème Katrine Vardysky Clem Patrick Gambe Husseini Mahamat Terence Gavenne	Distribution SERVICE Louis Maurice
	Infographie et PAO Rachid Medhi Ahmed
	Imprimerie Dauphin Royal
	JOURNAL LANOCA Les Actualité de la République Centrafricaine

PETIT-DÉJEUNER D'ACCUEIL ET SENSIBILISATION SUR LES ENJEUX DU RÉSEAU INTERNATIONAL DES MÉDIATRICES FRANCO-PHONES

Un petit-déjeuner s'est tenu ce mardi 23 juin 2026 à Paris, au ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, réunissant plusieurs ambassades francophones.

Parmi les participants figuraient les ambassadeurs de Côte d'Ivoire, du Cambodge, du Rwanda et de la Tunisie, ainsi que des représentants des missions de la République démocratique du Congo, de la Belgique, du Maroc, de la Suisse, de la Roumanie et de l'Égypte. Lors de cette rencontre exceptionnelle, Son Excellence Mme Catherine SAMBAPANZA, ancienne cheffe d'État de la Transition en République centrafricaine, a pris la parole pour mettre en lumière les enjeux et travaux liés à la création du Réseau international des médiatrices francophones. Elle a évoqué l'importance de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, le rôle de l'espace francophone dans la promotion de la paix, ainsi que les objectifs du projet de ce réseau en construction. Ce moment a permis de sensibiliser les partenaires francophones présents à cette initiative prometteuse. Mme Catherine SAMBAPANZA a honoré cet événement de sa présence à l'invitation d'European Union Conciliation Re-



sources et du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères. Ce petit-déjeuner s'inscrivait dans le cadre des activités préparatoires au lancement officiel du Réseau international des médiatrices francophones, qui a eu lieu le mercredi 24 juin 2026 à Paris, à l'Institut national du service public (INSP). Cet événement marqué par une table ronde autour du thème : « Femmes médiatrices francophones : s'unir pour construire la paix », à laquelle a participé Mme Catherine SAMBAPANZA.

Arsène Jonathan MOSSEAVO

Médias

Une Table ronde pour renforcer la liberté de la presse et le débat public en RCA

Le Haut Conseil de la Communication (HCC), appuyé par l'Ambassade de France à Bangui, a organisé ce mercredi 24 juin 2026, une table ronde à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM) de Bangui. Cette rencontre s'est focalisée sur le cadre normatif et réglementaire des médias en Centrafrique.

Organisée sous le thème « Préserver et développer le débat public pour garantir la liberté de la presse », cette initiative vise à promouvoir les fondements démocratiques, le pluralisme médiatique et le respect des principes clés relatifs à la liberté d'expression dans le pays.

L'objectif était d'encourager une compréhension collective du cadre juridique encadrant la liberté de communication, tout en mettant en avant le rôle des médias dans le renforcement des pratiques démocratiques grâce à leur engagement en faveur de la liberté de la presse et d'expression.

Les discussions ont également porté sur l'éventuelle adoption d'une nouvelle loi relative à la communication, actuellement en attente de promulgation, ainsi que sur le classement 2025 de Reporters sans frontières concernant l'état des médias en Centrafrique.

Mme Nellie France YAPANDE, vice-présidente du HCC, a félicité les médias pour leur professionnalisme pendant les récentes élections. Tout en saluant les efforts accomplis, elle a insisté sur l'importance du respect des normes éthiques et déontologiques, notant que les évolutions rapides du secteur médiatique peuvent introduire de nouveaux défis.

Sébastien BOTREAU - BONNETERRE, Attaché de coopération à l'ambassade de France, a souligné l'importance du rôle joué par les journalistes centra-



fricains. Il a évoqué la coopération franco-centrafricaine dans cette initiative en expliquant que le renforcement de la liberté d'expression est un élément indispensable au développement social, économique et démocratique du pays. Il a également abordé les défis mondiaux actuels et leur impact potentiel sur la presse, en soulignant la nécessité de consolider et défendre cet acquis crucial pour toute société démocratique.

Cet échange a permis au HCC d'encourager une réflexion autour des mécanismes de régulation et des sanctions visant à encadrer les médias tout en protégeant les avancées obtenues en matière de liberté de la presse.

Cette table ronde a rassemblé divers acteurs, notamment des professionnels des médias, des membres de la société civile, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des représentants de l'ambassade de France.

Le HCC espère également œuvrer pour créer un environnement plus favorable qui permette aux professionnels des médias d'exercer pleinement leur mission dans un climat constructif et sécurisé.

Rachid Medhi Ahmed



UNION EUROPÉENNE

DELEGATION EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

AVIS DE RECRUTEMENT

La Délégation de l'Union européenne envisage le recrutement d'Un (e) 01 Secrétaire Dans le cadre de leur profession, cet agent assistera son chef de Section et devra contribuer à assurer :

- Collecte et ventilation du courrier et des documents attribués à la section coopération
- Saisie des correspondances et classement par l'utilisation du logiciel ARES. Classement des documents dans les différents bureaux de la section.

- Archivages;
- Rédaction sommaire et mise en page du courrier sortant
- Bureautique (scan, remplissage des formulaires).
- Photocopies des documents
- Gestion de l'agenda (Chef de coopération et/ou son adjointe) et des demandes de chauffeurs
- Accueil des visiteurs et gestion des réunions
- Suivi des aspects administratifs de la section (préparation des courriers, demande de visa, réservation d'hôtel pour les missions) ;
- Remplacement de la secrétaire du Chef de Délégation en cas d'absence ou congé ;

Les candidats intéressés devront :

- Être titulaire d'un Bac---, BTS - Secrétariat ;
- Une expérience minimale de 3 (trois) ans est requise.

Les exigences pour les postes présentés ci-dessus sont :

- Etre médicalement apte à exercer les fonctions requises ;
 - Posséder une parfaite connaissance du français, du Sango et une connaissance de l'anglais ;
 - Maîtriser le package Microsoft Office;
 - Une expérience professionnelle minimale de trois (ans) sera un atout.
- Le comité de sélection convoquera les candidats présélectionnés pour un test écrit et un entretien dûment nécessaire.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leurs dossiers complet (lettre de motivation, un CV détaillé, une copie de pièce d'identité, un extrait de casier judiciaire, copies des diplômes et des pièces justificatives d'expériences professionnelles pour le poste sollicitée) à l'adresse suivante : delegation-central-african-rep-recrutements@ceas.europa.eu

en mentionnant le poste en question en objet : "CANDIDATURE SECRETAIRE"

N.B : Le modèle de CV utilisé doit être celui de L'UE, téléchargeable sur le site web de l'union européenne à l'adresse suivante https://ceas.europa.eu/delegations/central-african-republic/34331/local-agent-model-cv_en

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 12 Juillet 2026

à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de juin. J'ai l'honneur de présenter le dernier rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et d'informer le Conseil des récents développements politiques et sécuritaires survenus dans le pays ainsi que de l'état d'avancement de la reconfiguration de la présence de la MINUSCA.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Quatre ans se sont écoulés depuis ma première présentation, en juin 2022, devant ce Conseil en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MINUSCA. Aujourd'hui, je tiens à vous exprimer ma profonde gratitude pour le soutien constant que le Conseil apporte à la Mission et à notre pays hôte, la République centrafricaine. Je me félicite de pouvoir rapporter que, quatre ans plus tard, la République centrafricaine a accompli des progrès remarquables et tangibles vers une paix et une sécurité durables, avec l'appui déterminant de la MINUSCA. Ces avancées n'auraient pas été possibles sans une coopération étroite et constante, fondée sur la confiance et le respect mutuel, entre la Mission et notre pays hôte. J'exprime ma gratitude au peuple et au Gouvernement centrafricains pour la coopération exceptionnelle qui m'a été accordée ainsi qu'à la Mission.

Les progrès réalisés dans la mise en œuvre des processus politique et de paix, l'extension effective de la présence et de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire centrafricain, la protection des civils ainsi que la préparation et la tenue des élections couplées historiques de décembre 2025 résultent des efforts soutenus des autorités et du peuple centrafricains, avec l'appui multidimensionnel de la MINUSCA. Il importe désormais de préserver ces acquis et d'en assurer la consolidation.

Madame la Présidente,

La République centrafricaine a franchi une nouvelle étape décisive vers l'achèvement complet du cycle électoral 2025/2026. Le 26 avril 2026, le second tour des élections législatives, régionales et municipales ainsi que des élections partielles se sont déroulés avec succès, y compris dans les quelques zones où le vote n'avait pas pu avoir lieu le 28 décembre 2025. Dans un pays où les élections ont trop souvent été associées à des tensions et à des cycles de violence, cela constitue une indication claire de stabilité institutionnelle. L'investiture du Président Faustin-Archange Touadéra le 30 mars, l'installation de la huitième législature de l'Assemblée

nationale le 4 mai et la formation du premier Gouvernement de la septième République le 21 mai 2026 témoignent également de ces progrès.

Les élections locales ont contribué à renforcer la gouvernance inclusive, avec une hausse du nombre de femmes élues, qui représentent désormais 45 % des conseillers municipaux, y compris à travers l'élection récente d'une femme à la tête de la mairie de la capitale, Bangui.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Bien que la situation sécuritaire se soit globalement améliorée dans l'ensemble du pays au cours des dernières années, elle demeure fragile dans plusieurs zones frontalières. Dans le nord-est, les répercussions du conflit au Soudan restent particulièrement préoccupantes, avec une recrudescence des activités des groupes armés le long de la frontière, notamment des incursions transfrontalières visant les populations civiles, en particulier dans la préfecture de la Vakaga. Dans le sud-est, les attaques et enlèvements perpétrés par la milice AAKG continuent d'alimenter l'insécurité dans les préfectures du Haut-Mbomou et du Mbomou.

La MINUSCA continue de travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement afin de protéger les civils et de consolider l'extension de l'autorité de l'État. Toutefois, la pérennisation des acquis sécuritaires requiert des investissements importants dans le secteur national de la sécurité et de ses institutions. Ces investissements concernent notamment le soutien aux troupes déployées dans les zones reculées, la construction et l'entretien des bases des Forces de défense et de sécurité, la formation des troupes et des officiers, le renforcement des capacités opérationnelles, logistiques et de mobilité, ainsi que l'amélioration des mécanismes de gouvernance et de redevabilité du secteur de la sécurité. A cet égard, il est indispensable de disposer d'un plan complet et détaillé permettant de combler les lacunes critiques du secteur de la sécurité, fondé sur une forte appropriation nationale et soutenu par les partenaires internationaux. Ceci est essentiel pour garantir que le transfert progressif des tâches sécuritaires de la MINUSCA aux Forces nationales de défense et de sécurité s'effectue sans compromettre les avancées enregistrées.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil

La MINUSCA redouble d'efforts pour consolider et rationaliser son dispositif opérationnel, conformément à sa stratégie politique ainsi qu'aux concepts d'opérations actualisés de

sa Force et de sa Police. Entre janvier et juin 2026, la Mission a procédé à la fermeture de 21 bases, dont sept bases opérationnelles permanentes et quatorze bases opérationnelles temporaires situées dans des zones stabilisées, lui permettant ainsi d'adopter une posture plus agile et mobile, axée sur les zones les plus fragiles. La MINUSCA a également fermé trois bureaux de terrain ainsi qu'un de ses trois complexes à Bangui, générant des économies et favorisant une meilleure intégration entre ses composantes civiles et en uniforme. En outre, elle a transféré aux autorités nationales plusieurs postes statiques de sécurité à Bangui. Le succès de cette reconfiguration et de l'approche opérationnelle plus mobile de la Mission demeure toutefois tributaire de capacités de soutien adaptées, en particulier dans le domaine aérien, compte tenu des infrastructures limitées et d'une saison des pluies qui, en République centrafricaine, s'étend sur huit mois.

Le 10 juin, une cérémonie officielle de remise de sept bases de la MINUSCA au Gouvernement centrafricain, coprésidée par le Premier Ministre et moi-même, s'est tenue à Mbaïki, dans la préfecture de la Lobaye. Cet événement a marqué une nouvelle étape dans la consolidation des acquis et le transfert progressif des tâches et responsabilités aux autorités nationales, en appui au rétablissement de l'autorité de l'État et au renforcement des capacités nationales. L'identification des tâches appelées à être progressivement transférées au Gouvernement est menée de manière coordonnée entre la Mission et les autorités nationales, sous la supervision d'un comité interministériel présidé par le Premier Ministre. Ce processus repose sur une planification conjointe entre le Gouvernement et la Mission afin de garantir l'appropriation nationale et en tenant compte des réalités du terrain.

Madame la Présidente, Je souhaiterais conclure en exprimant ma profonde gratitude au personnel civil et en uniforme de la MINUSCA pour son dévouement, son engagement et sa résilience tout au long d'une année particulièrement exigeante et difficile pour la Mission. Je tiens également à remercier les pays qui fournissent des contingents militaires et de police à la Mission pour leur engagement indéfectible en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité en République centrafricaine. Enfin j'adresse mes remerciements à l'équipe de pays des Nations Unies pour sa contribution à notre effort commun en faveur de la stabilisation de la République centrafricaine.

Je vous remercie

Médecins Sans Frontières présente son bilan 2025 en République centrafricaine

Le 23 juin 2026, à Bangui, les responsables des différentes sections de l'organisation médicale et humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) actives en République centrafricaine se sont réunis pour dévoiler le rapport annuel relatif à leurs activités menées au cours de l'année 2025.

Lors de cette rencontre avec les journalistes, l'organisation médicale et humanitaire a mis en avant les avancées réalisées dans plusieurs secteurs de santé, tout en insistant sur les défis persistants auxquels les populations centrafricaines continuent d'être confrontées.

Investissement de plus de 42 milliards de FCFA dans le secteur de la santé en 2025

La présentation du rapport s'est tenue à Bangui, sous la forme d'un café de presse animé par les représentants des quatre sections opérationnelles de MSF présentes dans le pays. Étaient notamment présents Jean-Michel Wiki Van Laere pour MSF Belgique, Audace Jagira pour MSF Espagne, Manuel Lopez pour MSF Hollande, et Virginie Napolitano, représentante pays de MSF en République centrafricaine.

Au cours de ce café de presse, les responsables ont dressé un bilan des opérations menées tout au long de l'année écoulée, mettant en avant non seulement les progrès réalisés mais aussi les contraintes sanitaires majeures qui affectent toujours le pays.

L'organisation, présente en République centrafricaine depuis 1997, s'apprête à célébrer près de trente ans d'engagement aux côtés des communautés locales. Actuellement active à travers ses quatre sections opérationnelles, elle poursuit sa collaboration avec le ministère de la Santé et de la Population pour garantir un accès gratuit et de qualité aux soins pour les populations les plus vulnérables.

Virginie Napolitano a souligné l'importance de cet engagement en déclarant que le rapport annuel ne se résume pas simplement à une compilation de chiffres ou d'actions réalisées. Il reflète surtout un partenariat solide et durable entre MSF, le ministère de la Santé, les communautés et tous les acteurs impliqués dans l'amélioration continue du système de santé en République centrafricaine.

D'après les données partagées lors de la présentation, MSF a investi un total de plus de 42,5 milliards de francs CFA en 2025 pour ses programmes dans le pays. Parmi ce montant, environ 2,8 milliards de francs CFA ont été spécifiquement alloués au développement et à la réhabilitation des infrastructures sanitaires.

Des centaines de milliers de patients pris en charge

En 2025, Médecins Sans Frontières (MSF) a mobilisé un total de 1 990 employés nationaux, 204 personnels internationaux et 1 438 agents du ministère de la Santé pour répondre aux besoins médicaux croissants dans le pays.

Ces efforts ont permis de réaliser des avancées considérables : plus de 500 000 consultations ambulatoires, près de 60 000 hospitalisations et plus de 10 000 interventions chirurgicales dans les structures soutenues par l'organisation.

Le paludisme reste la principale cause de morbidité



et de mortalité, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans. L'année 2025 a vu plus de 237 000 patients traités contre cette maladie dans les centres appuyés par MSF.

La santé maternelle et infantile a également continué d'être une priorité. À l'Hôpital Communautaire de Bangui, qui bénéficie du soutien de MSF, plus de 5 500 naissances ont été enregistrées dans les services obstétricaux et néonataux d'urgence. À l'échelle du pays, les équipes conjointes du ministère de la Santé et de MSF ont assisté plus de 22 500 accouchements.

En parallèle, plus de 9 000 personnes vivant avec le VIH ont reçu des soins et des traitements antirétroviraux, témoignant de l'engagement continu dans la lutte contre ce virus.

Renforcement des programmes de vaccination, de santé mentale et de lutte contre la malnutrition

Face à des besoins persistants, MSF a intensifié ses efforts dans plusieurs domaines essentiels. En 2025, plus de 4 500 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère ont été pris en charge, soit une augmentation notable de 22,5 % par rapport à l'année précédente.

Dans le domaine de la santé mentale, près de 25 000 personnes ont bénéficié d'un accompagnement psychologique ou psychiatrique.

De plus, l'organisation a apporté un soutien médical, psychologique et social à plus de 3 380 survivants de violences sexuelles, soulignant cet axe comme une priorité majeure.

La vaccination a également connu un essor significatif grâce à un partenariat renforcé entre le Programme élargi de vaccination (PEV), le ministère de la Santé et MSF.

À travers ces efforts collaboratifs, près de 600 000 enfants ont été immunisés contre des maladies évitables telles que la rougeole, la méningite et la fièvre jaune, marquant une hausse impression-

nante de 143 % par rapport à l'année précédente. **Investissements durables dans les infrastructures sanitaires**

En comparaison avec 2024, MSF a augmenté ses investissements liés aux infrastructures sanitaires de 46 %, poursuivant ainsi ses efforts pour améliorer durablement les conditions de soin dans le pays.

Parmi les réalisations notables figurent la construction d'un bâtiment pédiatrique à l'hôpital de Carnot, la rénovation de plusieurs centres de santé à Bangui, Bambari, Bossangoa et Batangafo, ainsi que la modernisation des infrastructures hospitalières à Bangassou.

Des installations écoénergétiques ont également été mises en place, notamment à travers l'installation de panneaux solaires et d'autres équipements modernes dans plusieurs établissements sanitaires clés, afin d'assurer une meilleure disponibilité énergétique et une qualité accrue des soins.

Adaptation aux évolutions des besoins médicaux

En 2025, MSF a déployé neuf projets majeurs sur le territoire national, notamment à Bangui, Bambari, Bangassou, Batangafo, Bossangoa, Bria, Carnot et lors d'interventions d'urgence à Gamboula et Kabo. Cependant, certains projets historiques sont entrés dans une phase de transition, comme ceux du Centre National Hospitalier Universitaire de Bangui (CNHUB), de l'hôpital SICA et du site de Batangafo.

Cette évolution ne marque en aucun cas un retrait du pays. Les responsables de MSF précisent qu'elle reflète une adaptation aux besoins médico-humanitaires en constante évolution et vise à transférer progressivement certaines compétences clés aux autorités sanitaires locales pour garantir une continuité des soins à long terme.

Térence Gavenne
Crédits photos : Oubangui Médias

Validation du Plan National de Préparation et de Riposte contre le Virus Ebola en République Centrafricaine

Le Comité national de crise au sujet de la menace de l'épidémie d'Ebola en République centrafricaine s'est réuni ce mardi 23 juin 2026, à la Cité des Chefs d'État à Bangui, pour examiner les mesures de prévention et de riposte face à une éventuelle épidémie liée au virus Ebola en République centrafricaine.



celles résidant dans les zones frontalières à risque. Un moment essentiel de cette réunion a été la présentation du Plan national de préparation et de riposte par le Directeur général de l'Épidémiologie et de la Lutte contre les Maladies. Structuré en cinq axes stratégiques, ce plan vise à renforcer les capacités de prévention, de détection et de réponse rapide face à une éventuelle crise sanitaire. Après discussion, le Comité a validé ce document stratégique, marquant ainsi une étape cruciale dans les efforts nationaux pour protéger la population. À la clôture de la réunion, le Président de la République a établi une feuille de route claire pour les différents acteurs impliqués. Il a insisté sur « l'impératif des résultats concrets sur le terrain », tout en exhortant les partenaires techniques et financiers ainsi que la MINUSCA à fournir un appui logistique immédiat. Cela inclut notamment l'installation sans délai d'équipements médicaux dans les 200 points de contrôle frontaliers du pays.

Évoquant une « urgence majeure en matière de prévention », le président TOUADERA a appelé à une mobilisation nationale afin d'éviter toute intrusion du virus sur le territoire centrafricain. La validation du Plan National de Préparation et de Riposte contre le Virus Ebola en République Centrafricaine illustre l'engagement ferme des autorités centrafricaines à anticiper et contrer toute menace sanitaire tout en garantissant la protection des populations contre une éventuelle propagation du virus Ebola.

Rachid Mehdi Ahmed
Crédit photo : Presse présidentielle

La réunion a été présidée par le Président de la République, Faustin Archange TOUADERA. Cette session de haut niveau a rassemblé les principales autorités nationales ainsi que les partenaires techniques et financiers.

Lors de son discours inaugural, le Chef de l'État a souligné que, bien que la République centrafricaine

n'ait pas encore enregistré de cas d'Ebola, la menace reste préoccupante à la lumière des récentes évolutions en République démocratique du Congo et en Ouganda.

Il a souligné la nécessité de renforcer la surveillance épidémiologique, d'accroître les contrôles aux frontières et de sensibiliser les populations, en particulier

Femmes Paix et Sécurité

Lancement du réseau international des femmes médiatrices francophones : le soutien de la Suisse

Dans un post sur son profil linkle, l'Ambassade de Suisse en France a mis en avant l'importance d'établir une paix durable avec toutes et tous.

Le 24 juin 2026, à Paris, lors du lancement du nouveau Réseau international de femmes médiatrices francophones, Céline Glutz, conseillère de l'Ambassade de Suisse, accompagnée de Joane Holliger, conseillère itinérante en sécurité humaine et membre du Swiss Women in Peace Process Network (SWIPP), a réaffirmé la détermination de la Suisse à promouvoir une médiation davantage inclusive.

La Suisse est persuadée que l'implication totale, équitable et significative des femmes est cruciale pour garantir la qualité, la légitimité et la pérennité des processus de paix. Cet engagement, qui constitue un pilier de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité, se traduit par un soutien tangible aux réseaux de médiatrices, aux acteurs locaux de la paix ainsi qu'aux initiatives qui encouragent le dialogue et la prévention des conflits.

Les initiatrices de ce nouveau réseau francophone, à savoir Delphine Borione, marguerite YOLI-BI Koné, Magloire KALINDA, Fatima MAIGA, Godelive Nelly MBANGU, Esther OMAN, Catherine SAMBA-PANZA, Achta DJIBRINE SY et Marie-Joelle ZAHAR, aspirent



à faire émerger une nouvelle génération de femmes leaders de la paix et à créer un espace de dialogue propice au renforcement des synergies et à la mise en valeur de l'expertise des femmes médiatrices à travers le monde.

104 combattants du MPC désarmés à Kouki

Les 21 et 22 juin 2026, une opération de désarmement de grande envergure a été réalisée dans la localité de Kouki, située dans la préfecture de l'Ouham-Pendé.

Elle s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre les spécialistes militaires russes, l'Unité d'exécution du Programme national de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (UEPNDDR) et la Mission des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA).

Au terme de cette opération, 104 membres du groupe armé Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC) ont accepté de rendre volontairement leurs armes.

Actuellement, les spécialistes russes organisent le transfert de ces personnes désarmées vers des centres d'hébergement provisoire. Ces lieux permettront aux ex-combattants d'entamer les prochaines étapes du programme, notamment leur démobilisation et leur réintégration dans la vie civile.

Cette action à Kouki s'inscrit dans un effort soutenu piloté par les experts russes en collaboration étroite avec les autorités centrafricaines depuis plusieurs mois.

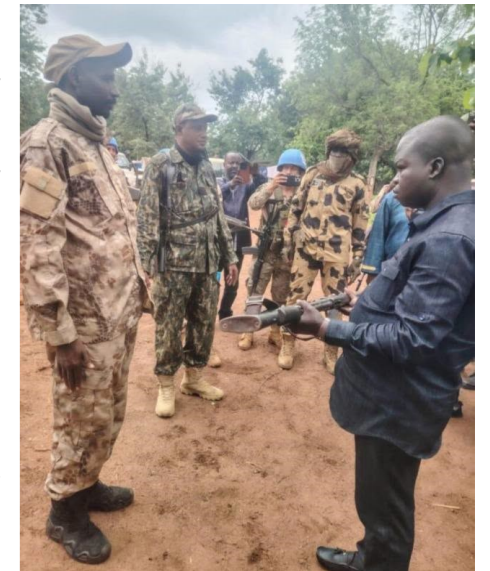
Au cours des sept derniers mois, 842 anciens

membres de divers groupes armés ont ainsi été réintégrés dans le cadre de ce programme. Une attention particulière a été portée sur leur réinsertion socio-économique, offrant à ces individus des perspectives de travail légal et la possibilité de pourvoir aux besoins de leur famille.

La poursuite du programme DDR joue un rôle crucial dans la diminution des violences armées, le rétablissement de la confiance entre les communautés et la consolidation de la stabilité à travers les différentes régions de la République centrafricaine.

Les spécialistes russes poursuivent leur appui global aux autorités centrafricaines pour garantir la sécurité des citoyens et promouvoir une paix durable sur l'ensemble du territoire national.

Le MPC est un groupe armé politico-militaire centrafricain fondé à l'été 2015 par Alkatim Mahamat. Il est signataire de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République centrafricaine (APPR - RCA) du 6 février 2019



entre le gouvernement et 14 groupes armés. Katrine Vardyski
Crédits photos : Radio Lengo Songo

Valentine RUGWABIZA appelle à la consolidation des acquis de la paix et à l'extension de la MINUSCA en République Centrafricaine

Le 23 juin 2026, la Représentante spéciale du secrétaire général des Nations-Unies en République centrafricaine et cheffe de la MINUSCA, Valentine RUGWABIZA, a exposé la situation en République centrafricaine devant le Conseil de sécurité de l'ONU. En s'adressant au Conseil de sécurité, Valentine RUGWABIZA a mis en lumière les progrès notables réalisés par la mission dans le pays pour assurer un environnement de paix et de stabilité, comme en témoignent, entre autres, le bon déroulement des élections groupées.

Ci-dessous la déclaration de la représentante de la MINUSCA devant le Conseil de sécurité

Déclaration de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine, Valentine RUGWABIZA, devant le Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en République centrafricaine

Madame la Présidente
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,
Monsieur l'Ambassadeur Hilale, Président de la Commission de consolidation de la paix et Président de la configuration République centrafricaine
Monsieur l'Ambassadeur Nzessioué, Représentant permanent de la République centrafricaine auprès des Nations Unies
Madame la Présidente,



Je tiens à adresser mes sincères félicitations à la Colombie à l'occasion de son accession